

# Les gains de la réforme territoriale mal délimités

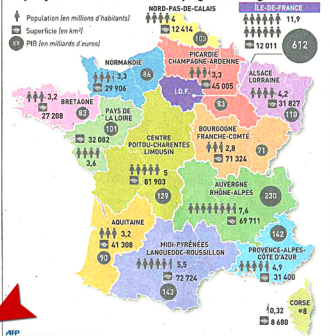
Mathieu Bruckmüller

**A** droite comme à gauche, la réorganisation territoriale suscite une levée de boucliers au sein de la classe politique. Avec notamment une grosse interrogation sur les économies que la réduction du nombre des régions métropolitaines de 22 à 14 et la suppression des conseils généraux en 2020 sont censées générer. Mardi, le secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale, André Vallini, a estimé que la réforme devrait permettre, d'ici cinq à dix ans, de réaliser 10 milliards d'euros d'économies par an. Cela équivaut à 5 % de la masse globale des collectivités locales, qui est de 250 milliards d'euros. Pourtant, début mai, le même secrétaire d'Etat tablait sur « un gain annuel de 12 à 25 milliards d'euros à moyen terme ».

**Pour l'UMP Serge Grouard, cette réforme « va générer des dépenses nouvelles ».**

Peu convaincue, Agnès Verdier-Molinié, de la fondation Ifrap – un think-tank libéral – estime que le projet présenté par l'Élysée lundi soir ne générerait que 3 à 4 milliards d'euros par an. Jean-Luc Bœuf, professeur en histoire et finances des collectivités à Sciences-Po Paris doute, lui aussi, des bienfaits de la réforme. « En rassemblant les régions par deux ou trois, on ne diminue pas les dépenses. Loin de là ! On peut en effet compter sur telle ancienne région pour revendiquer le siège du conseil économique, social et environnemental régional (Ceser), sur telle autre pour ac-

## Le projet de nouveau découpage des régions



Le gouvernement envisage une France métropolitaine à 14 régions.

cueillir les sessions de la commission permanente et sur la future capitale pour assurer les sessions plénières. On risque de ce fait de recréer ce que l'on critique dans les institutions européennes, écartelées entre Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg », écrit-il sur son blog.

Résultat : pour Serge Grouard, député-maire UMP d'Orléans, cette réforme va « générer des dépenses nouvelles et complexifier considérablement le sys-

tème ». Dans ce contexte, Claudy Lebreton, président PS du conseil général des Côtes-d'Armor, souhaite dans un entretien accordé au site d'Informations Mediapart que la Cour des comptes fasse « une étude très précise sur les économies attendues de la réforme ».

Retrouvez  
notre dossier  
sur

